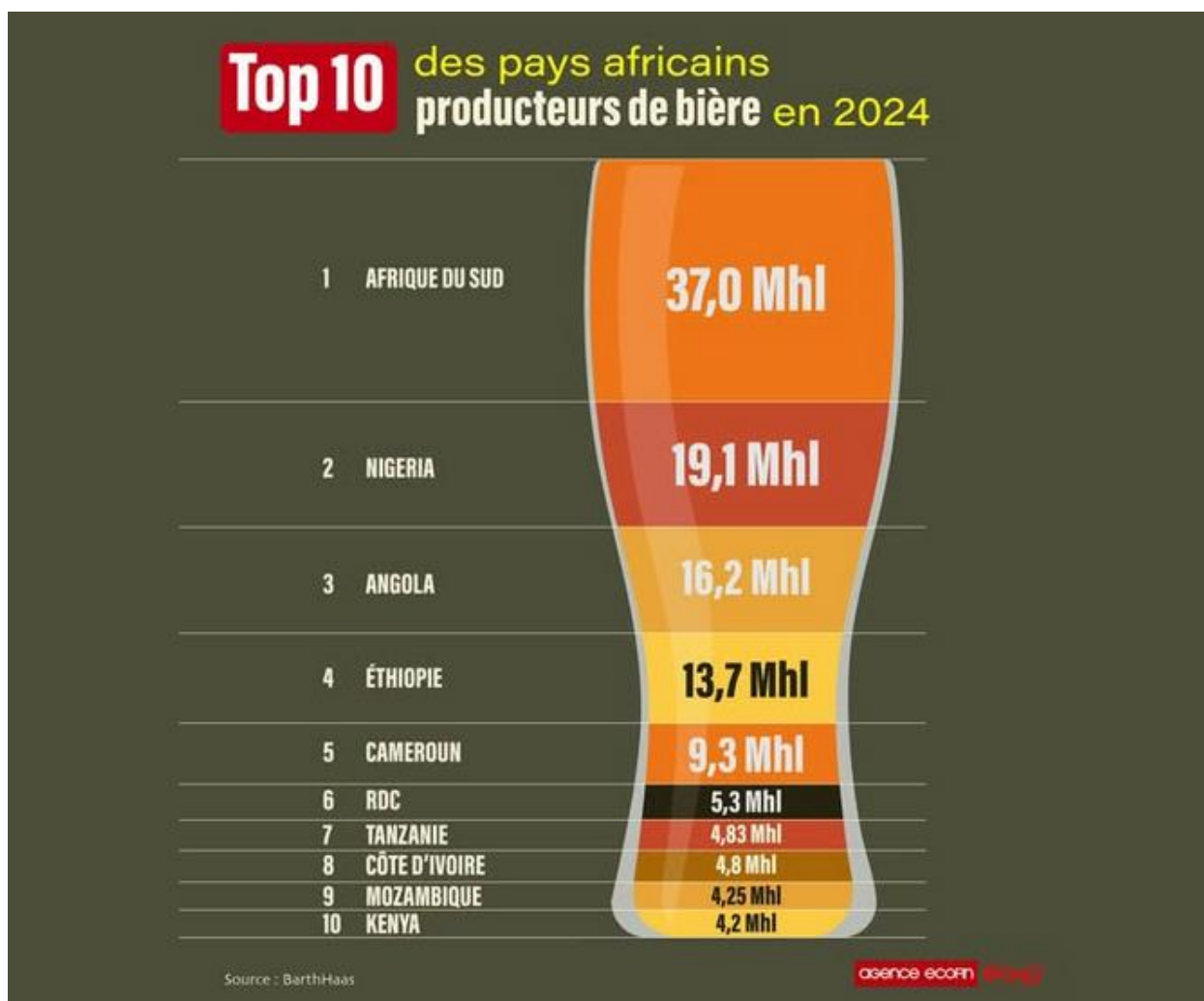


BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 20 au 24 octobre 2025

Top 10 des pays africains producteurs de bière en 2024 (Agence Ecofin)



Pour rappel, les principaux consommateurs de bière en Afrique sont la Namibie (6^{ème} consommateur par habitant au niveau mondial avec 95,5 litres) suivi par le Gabon (67 L), l'Afrique du Sud (60 L), la RDC, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Le ministre de l'Electricité et de l'Energie Kgosientsho Ramokgopa dévoile l'Integrated Resource Plan (IRP) 2025, la nouvelle stratégie énergétique du pays (Department of Electricity and Energy)

Le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa, a dévoilé le nouvel Integrated Resource Plan (IRP 2025), qui mobilisera 2,2 trillions ZAR (110 Mds EUR) d'investissements nationaux et internationaux, d'ici 2039. L'objectif est de transformer en profondeur le paysage énergétique sud-africain d'ici à 2039 après plus d'une décennie de délestages et de permettre une croissance soutenue (cible de 3% d'ici 2030).

Ce nouveau plan très ambitieux prévoit 105 GW de nouvelles capacités d'ici 2039 alors que les capacités actuelles sont d'environ 50 GW. Le nouveau mix doit mettre fin à la domination du charbon (actuellement 58 % des capacités installées mais 83% de la consommation) au profit des énergies propres. En détail, il est prévu 25 GW de solaire photovoltaïque en plus d'ici 2039, 34 GW d'éolien, 8,5 GW de stockage par batteries et 5,2 GW de nucléaire. 6 GW de *gas-to-power* sont également prévus à l'horizon 2030 et jusqu'à 16 GW en 2039. Des questions subsistent quant à la capacité de l'Afrique du Sud à mettre en place les réformes nécessaires, et de mobiliser les capacités techniques et les financements adéquats pour atteindre cet objectif à temps.

Concernant le nucléaire, l'IRP 2025 précise qu'en cas de succès de relance du programme nucléaire sud-africain (le pays possède la centrale nucléaire de Koeberg de 1,8 GW construite dans les années 1980), un total de 10 GW de capacité nucléaire serait envisagé. Des technologies dites de « charbon propre » visant à réduire les émissions polluantes et à améliorer l'efficacité de la combustion du charbon seront aussi explorées.

Le plan affiche un objectif de réduction des émissions à 160 MtCO₂e d'ici 2030 soit environ - 25 % par rapport à la cible de l'IRP 2019 (210 MtCO₂e), puis 142 MtCO₂e en 2035. Ce chiffre semble en adéquation avec la fourchette cible de 350 à 420 MtCO₂e/an pour 2030 et de 320 à 380 MtCO₂e/an pour 2035 présentées dans la nouvelle *National Determined Contribution (NDC) 2025* du pays.

Sommaire :

Afrique australe

- L'Agence Française de Développement (AFD), PROPARCO et la Development Bank of South Africa (DBSA) prolongent leur partenariat jusqu'en 2030 (AFD)

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud retirée de la liste grise du GAFI (*BusinessTech*)
- L'inflation marque une légère hausse en septembre (*StatsSA*)

Angola

- Lancement d'une plateforme digitale du cadastre minier angolais (*Cadastro Mineiro*)
- Le gouvernement angolais a payé à ce jour plus de 75 % du service de la dette estimé pour 2025 (*Ministère des Finances*)
- La première grande mine de cuivre d'Angola entre en production (*Zone Bourse*)
- Contraction de la masse monétaire M0 en septembre (*Mercado*)
- L'Angola désigné «Meilleure destination d'investissement touristique 2025» (*Angop*)

Botswana

- Moody's dégrade la note souveraine du Botswana en raison de la crise du secteur diamantaire (*Miningmx*)

Mozambique

- Le Mozambique sort officiellement de la Liste grise du GAFI (*Folha de Maputo*)

Namibie

- Revue budgétaire à mi-parcours : finances publiques sous pression (*The Namibian*)

Zambie

- Un projet solaire de 110 MW, développé dans le cadre d'un partenariat public-privé, entre en opération en Zambie (*Lusaka Times*)

Zimbabwe

- Le chinois Huayou produira du sulfate de lithium dès 2026 dans son usine au Zimbabwe, nouvelle étape vers la transformation locale (*Mining.com*)

Afrique australe

L'Agence Française de Développement (AFD), PROPARGO et la Development Bank of South Africa (DBSA) prolongent leur partenariat jusqu'en 2030 (AFD)

Le 16 octobre 2025 à Washington D.C., la DBSA, l'AFD et PROPARGO ont signé un nouveau protocole d'accord (MoU) prolongeant leur coopération jusqu'à décembre 2030. Ce partenariat, qui dure depuis plus de 25 ans, vise à intensifier la collaboration en matière de finance climatique, d'infrastructures durables et d'investissements favorables à la biodiversité.

Depuis 1994, les trois entités ont mobilisé plus de 526 M EUR via ce partenariat, finançant des projets d'énergies renouvelables, d'infrastructures de base et de résilience climatique au profit de plus de 3 millions de personnes. Parmi les succès notables figure l'émission du premier *green bond* de la DBSA en 2021 (200 M EUR), intégralement souscrit par l'AFD.

Le nouvel accord identifie cinq priorités stratégiques: l'appui aux municipalités et provinces notamment via le nouveau programme de la Banque Mondiale de soutien aux municipalités, le financement des entreprises publiques dans les secteurs clés (transport, énergie) alors que l'AFD va prêter 300 M EUR à Transnet, le soutien au secteur privé, le *Just Transition Financing Mechanism* (l'AFD décaisse 1 Md EUR au bénéfice de l'Afrique du Sud dans le cadre du JETP) et les infrastructures "nature-positive" combinant retombées climatiques et biodiversité.

Les partenaires renforceront également leurs synergies via des instruments financiers innovants (garanties de crédit, obligations à impact, produits d'assurance climatique) et une coopération technique sur l'intégration des risques climatiques et naturels dans les décisions d'investissement. Ils collaboreront par

ailleurs au sein du Club international des banques de développement (IDFC), notamment autour du *Global Guarantee Platform* destiné à mobiliser les capitaux privés pour le développement durable.

Enfin, l'accord prévoit des réunions biennuelles des équipes opérationnelles et un dialogue stratégique annuel entre dirigeants pour identifier de nouvelles opportunités et renforcer le plaidoyer conjoint en faveur de la finance durable.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud retirée de la liste grise du GAFI (*BusinessTech*)

L'Afrique du Sud a été retirée de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) après avoir renforcé ses mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le GAFI a salué les réformes entreprises par le pays pour améliorer la transparence financière et renforcer la supervision des flux financiers. Pour mémoire, l'Afrique du Sud avait été inscrite sur cette liste en février 2023.

Cette sortie de la liste grise constitue un signal positif pour les investisseurs étrangers et pourrait soutenir la confiance sur les marchés. Après l'annonce, le rendement de l'obligation sud-africaine de référence à 10 ans a reculé de 4 points de base à 8,9 %, tandis que le rand s'est apprécié de 0,6 % face au dollar. Selon les experts, même si cette décision n'affecte pas directement les perspectives de croissance, elle renforce la solidité institutionnelle du pays et peut contribuer à réduire les coûts de financement de la dette.

La présence sur la liste grise compliquait notamment l'envoi de fonds vers l'Afrique du Sud pour les citoyens travaillant à l'étranger et pouvait freiner certains investissements étrangers. Sa suppression devrait donc faciliter et rendre moins coûteux le transfert de devises et

encourager de nouveaux investissements internationaux.

Selon le calendrier d'évaluation du GAFI, l'Afrique du Sud pourrait faire l'objet d'une visite sur site en avril 2027, afin d'être évaluée selon la nouvelle méthodologie de la cinquième ronde de révisions.

L'inflation marque une légère hausse en septembre (StatsSA)

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a légèrement progressé en septembre, passant de 3,3 % en août à 3,4 % en glissement annuel. Les principaux postes contribuant à ce taux d'inflation annuel sont le « logement, eau et électricité » (+4,5 %, soit une contribution positive de 1,1 point de pourcentage), ainsi que les « produits alimentaires et boissons » (+4,5 %, soit 0,8 point). L'évolution des prix alimentaires est toutefois en ralentissement, avec une inflation annuelle des denrées alimentaires à 4,4 % contre 5,2 % le mois précédent, ce qui reflète la baisse des prix agricoles sur les marchés internationaux et l'appréciation du rand. Cependant, certains produits comme la viande restent à des niveaux élevés, en grande partie liés aux épidémies touchant le bétail.

Cette légère reprise de l'inflation pourrait inciter le comité de politique monétaire de la Banque centrale à maintenir son taux directeur à 7 % lors de sa réunion du 20 novembre, afin de guider l'inflation vers son objectif de 3 %.

Angola

Lancement d'une plateforme digitale du cadastre minier angolais (Cadaastro Mineiro)

A l'occasion de la conférence internationale 2025 sur le secteur minier qui s'est tenue à Luanda, les autorités angolaises ont lancé une plateforme en

ligne du cadastre minier angolais. Ce logiciel en provenance d'Afrique du sud permet aux utilisateurs une interaction directe avec l'Agence nationale des ressources minérales (ANRM) pour l'enregistrement de droits miniers et un large accès aux cartes, titres miniers existants et leurs détails (superficie, période de validité etc ...) ainsi qu'un large spectre d'informations relatives aux réglementations techniques et juridiques du secteur. Cette plateforme a été développée dans le but d'une conformation aux normes et bonnes pratiques internationales en matière d'accès aux droits miniers, de transparence et de conformité, en favorisant l'amélioration des conditions pour le développement minier national.

Le gouvernement angolais a payé à ce jour plus de 75 % du service de la dette estimé pour 2025 (Ministère des Finances)

L'Angola a déjà versé 14 Mds USD, soit plus de 75 % du service de la dette estimé pour l'exercice 2025. C'est ce qu'a déclaré le Secrétaire d'Etat aux Finances et au Trésor angolais lors des récentes Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI tenues à Washington. L'Angola a notamment réalisé une émission d'euro-obligations qui lui a permis d'obtenir un financement à des taux d'intérêt inférieurs à 10 % et s'efforce également de diversifier ses sources de financement, en allant au-delà des marchés européens. L'Angola continuera, tout au long de 2026 et des années suivantes, à renforcer la confiance des investisseurs internationaux.

La première grande mine de cuivre d'Angola entre en production (Zone Bourse)

La mine de cuivre de Tetelo, province de Uíje, première grande exploitation du genre en Angola, entrera en production le 29 octobre 2025, ont annoncé les autorités.

D'un coût de 250 M USD, le projet est détenu par Shining Star Icarus, une coentreprise entre le groupe chinois Shining Star International et l'entreprise privée Sociedade Mineira de Cobre de Angola.

La mine devrait produire 25 000 tonnes de concentré de cuivre par an au cours des deux premières années. Selon le ministre des Mines, Diamantino Azevedo, cette inauguration marque « le début de la production dans la première mine souterraine de cuivre du pays ».

La première phase consistera en une exploitation à ciel ouvert, avant une phase souterraine à partir du second semestre 2026. Un accord d'achat a été signé avec le négociant en matières premières Glencore. D'autres acteurs majeurs, tels qu'Ivanhoe Mines et Anglo American, disposent également de projets d'exploration de cuivre en Angola.

Contraction de la masse monétaire M0 en septembre (Mercado)

En septembre, la base monétaire (M0) en monnaie nationale s'est établie à 2,3 billions de kwanzas (AOA), enregistrant une contraction d'environ 2,9 % en glissement annuel.

Cette évolution s'explique principalement par la baisse des réserves excédentaires, qui ont chuté d'environ 20,9 % sur un an. En revanche, l'agrégat monétaire M2, mesure plus large de la liquidité, a atteint 11,0 billions de kwanzas, soit une hausse de 11,8 % en glissement annuel, marquant le dix-septième mois consécutif de croissance inférieure à l'inflation. Compte tenu de la désinflation progressive et de la stabilité actuelle des agrégats monétaires, il est attendu que la Banque nationale d'Angola (BNA) maintienne inchangés ses instruments de politique monétaire lors de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire (CPM).

L'Angola désigné « Meilleure destination d'investissement touristique 2025 » (Angop)

L'Angola a été désigné Meilleure destination d'investissement touristique 2025 lors de la cérémonie des Prix mondiaux du tourisme à Bruxelles. Cette distinction reconnaît les atouts naturels, culturels et politiques d'ouverture du pays.

Les autorités ont lancé un plan de promotion touristique de 35 millions de dollars, incluant des investissements dans les sites touristiques, l'ouverture du nouvel aéroport international de Luanda, et une politique de dispense de visa pour 98 pays.

L'objectif est de valoriser le patrimoine national et d'attirer davantage de touristes et d'investisseurs. À noter : l'Angola a également été choisi comme pays hôte africain de la Foire internationale du tourisme de Berlin (ITB), le plus grand salon mondial du secteur, qui se tiendra du 3 au 5 mars 2026.

Botswana

Moody's dégrade la note souveraine du Botswana en raison de la crise du secteur diamantaire (Miningmx)

Moody's a abaissé la note souveraine de long terme du Botswana de A3 à Baa1, au niveau de l'Uruguay, tout en maintenant une perspective négative. L'agence justifie cette dégradation par la difficulté du pays à s'adapter à la crise prolongée du secteur du diamant, pilier central de son économie. Le ralentissement de cette industrie entraîne une contraction du PIB (-3,0% en 2024), une hausse de la dette et une érosion des réserves de change. Les autorités préparent une réponse coordonnée, mais les risques persistent, notamment en raison de la normalisation des recettes de l'union douanière du SACU, de l'instabilité du marché mondial du diamant et de contraintes structurelles internes.

Mozambique

Le Mozambique sort officiellement de la Liste grise du GAFI (Folha de Maputo)

La décision a été prise le 24 octobre, à la suite d'une recommandation du Groupe d'examen et de coopération internationale, après une mission d'évaluation menée en septembre.

Cette décision reflète la mise en œuvre complète du Plan d'action, comprenant 26 mesures relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Selon la ministre des Finances, Carla Louveira, le retrait du Mozambique de la liste grise renforce l'image du pays à l'international, conférant une plus grande crédibilité au système financier national et ouvrant la voie à une augmentation des investissements directs étrangers. Le Mozambique avait été officiellement inscrit par le GAFI parmi les juridictions faisant l'objet d'un suivi renforcé, également appelée « Liste grise » en octobre 2022.

Namibie

Revue budgétaire à mi-parcours : finances publiques sous pression (The Namibian)

La ministre namibienne des Finances, Ericah Shafudah, a présenté la revue budgétaire à mi-parcours pour l'exercice 2025/26, offrant une mise à jour sur l'exécution du budget. Les recettes perçues entre avril et septembre s'élèvent à 36,6 Md NAD (environ 1,8 Md EUR), soit 40 % de l'objectif annuel, mais leur rythme de collecte a ralenti de 10 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier. Les dépenses totales (hors dépenses statutaires) atteignent 41 Md NAD (environ 2 Md EUR), soit 39 % du budget annuel, un niveau inférieur de 4 points à celui de l'année précédente.

La ministre a averti d'une détérioration des finances publiques, jugeant la tendance actuelle insoutenable à moyen terme. La dette publique du pays demeure préoccupante : elle a été révisée à la hausse à 177 Md NAD (environ 8,8 Md EUR, soit 67,5 % du PIB) pour cette année, et devrait atteindre 193 Md NAD (environ 9,6 Md EUR, soit 69 % du PIB) en 2026/27, limitant la marge de manœuvre budgétaire. Les paiements d'intérêts absorberont plus de 16 % des recettes cette année, traduisant une pression croissante sur la soutenabilité de la dette.

Parallèlement, la croissance économique prévue pour 2025 a été révisée à la baisse à 3,3 %, contre 4,5 % précédemment, en raison d'une contraction attendue du secteur manufacturier et d'une baisse de la production industrielle.

Zambie

Un projet solaire de 110 MW, développé dans le cadre d'un partenariat public-privé, entre en opération en Zambie (Lusaka Times)

La Zambie a inauguré la première phase de la centrale solaire photovoltaïque de Mailo, située dans le district de Serenje (province centrale). Le projet, mené conjointement par l'énergéticien public ZESCO et le producteur indépendant britannique Solar Century Africa, prévoit une capacité totale de 110 MW, dont 25 MW déjà sur le réseau national.

Cette infrastructure, l'une des plus importantes du pays, vise à diversifier le mix énergétique zambien et à réduire la dépendance à l'hydroélectricité, mise sous tension par la baisse des niveaux d'eau du barrage de Kariba (960 MW côté zambien soit plus de 80 % de la production nationale). Elle s'inscrit dans la politique *Renewable Energy Expansion Programme* de ZESCO, alignée sur la *Vision 2030* et la *Green Growth Strategy* du gouvernement.

Les prochaines phases intégreront des systèmes de stockage par batteries afin de renforcer la résilience du réseau électrique zambien. Cette annonce illustre ainsi la volonté du gouvernement zambien de développer les énergies renouvelables pour diminuer la dépendance à l'hydroélectricité et de libéraliser le marché de l'électricité pour plus d'efficacité avec le développement des partenariats public-privé.

Aux côtés notamment de Sinomine, Chengxin, Yahua et Tsingshan, Huayou confirme ainsi la domination chinoise sur le secteur du lithium zimbabwéen. Sinomine prévoit d'ailleurs une usine similaire de 500 M USD sur le site de sa mine de Bikita, validant la vision industrielle du Zimbabwe, premier producteur africain de lithium (2,4 millions de tonnes en 2024), visant à renforcer son positionnement en aval des chaînes de valeur.

Zimbabwe

Le chinois Huayou produira du sulfate de lithium dès 2026 dans son usine au Zimbabwe, nouvelle étape vers la transformation locale ([Mining.com](https://www.mining.com))

Le groupe chinois Zhejiang Huayou Cobalt lancera au premier trimestre 2026 la production de sulfate de lithium dans sa nouvelle usine de 400 M USD adossée à sa mine de lithium d'Arcadia, près d'Harare. La capacité de production annuelle devrait dépasser 50 000 tonnes, avec un potentiel à 60 000 tonnes selon la configuration finale du site.

Cette unité, exploitée par Prospect Lithium Zimbabwe (filiale à 100 % de Huayou), marque une avancée majeure dans la stratégie du Zimbabwe visant à valoriser localement ses ressources et à limiter les exportations de concentrés à partir de 2027. Huayou, qui avait racheté la mine d'Arcadia pour 422 M USD en 2022, avait déjà inauguré une usine de concentration à 300 M USD en 2023 et exporté 400 000 tonnes de concentré de lithium en 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr